



### Personnes présentes :

- Patrick VIGNAL, Député de l'Hérault et Président de Centre-Ville en Mouvement (CVM)
- Bernard REYNES : Député des Bouches-du-Rhône, ancien Président de la Commission Commerce à l'AN. Maire de Chateaufort de 2001 à 2017. 1er Vice-Président de CVM.
- Arnaud ROBINET : Maire de Reims, ancien député LR de 2012 à 2017. Vice-Président de CVM.
- Jean-Loup METTON : Ancien Maire de Montrouge de 1994 à 2016. Membre du bureau de CVM.
- Caroline MÉRIAUX : Directrice du Marketing et Communication de Clear Channel.
- Claude GRESSIER : Haut Fonctionnaire du Ministère de la Transition écologique et solidaire. Vice-Président de CVM.
- Pierre CREUZET, Directeur fondateur de Centre-Ville en Mouvement.

**Présentation de Caroline Mériaux (ClearChannel)** : Baromètre CSA complet de ClearChannel sur les attentes des français en matière de centre-ville : <http://www.centre-ville.org/wp-content/uploads/2017/06/Barometre2017.pdf>

**Intervention de Bernard Reynes** : « depuis 30 ans, aucun véritable moyen n'a été donné aux centres-villes ». L'Assemblée Nationale a récemment travaillé sur le commerce de proximité via une commission parlementaire car c'est indispensable.

**Intervention de Jean-Loup Metton** : la création d'une SEM (Société d'Economie Mixte) a permis de racheter des pieds d'immeubles et de contrôler la nature des commerces qui s'installe. Cette opération est d'autant plus intéressante que la SEM fait des bénéficiaires et peut ainsi rémunérer un manager. « La loi Ollier est irréaliste ».

**Intervention d'Arnaud Robinet** : le centre-ville est un tout et nous vivons une métamorphose totale. En tant que maire il a pu stopper des projets de constructions en périphérie (exemple du complexe cinématographique). Dans son discours il a insisté sur le fait que les centres-villes puissent avoir une véritable politique culturelle. « On ne parle pas d'un centre-ville mais de centres-villes, car en fonction des villes c'est compliqué ». « Il faut travailler par assemblage. D'autant plus que le maire ne peut pas y arriver tout seul ». « Il faut que les commerçants jouent le jeu – en termes d'accueil, de plages d'ouvertures... ».

## Intervention de Patrick Vignal :

“ J’ai la chance de présider Centre-Ville en Mouvement, que j’ai rejoint en 2014 en tant que Vice-Président au côté de ma collègue Bernadette Laclais, que je remercie, ainsi que les membres du bureau et l’équipe de l’association. Centre-Ville en Mouvement, c’est une association qui s’implique énormément, depuis 15 ans, pour nos centres-villes et nos centres-bourgs. C’est 12 ans d’assises aux quatre coins de la France, qui réunissent aujourd’hui plus de 1000 élus et acteurs chaque année. C’est aussi des visites de terrain dans plus de 70 villes et à l’international, au Canada, en Belgique, en Italie et en Espagne.

Certains centres-villes et centres-bourgs sont au bord de la rupture. Les français sont inquiets de leurs situations. C’est pour ça qu’aujourd’hui nous sommes ici, pour faire que les centres-villes deviennent une Grande Cause Nationale en 2018. Nous pourrions ainsi mener une grande réflexion nationale sur le sujet.

Et on a un atout : le très fort attachement des français à leurs centres-villes. Ils sont avec nous. Et je suis ravi que Caroline Mériaux, de ClearChannel, l’un de nos partenaires, soit ici présente pour nous présenter la synthèse de ce baromètre CSA, qui illustre cela.

Nous retenons que 9 français sur 10 veulent une réponse et une action de la part de leurs élus locaux. Et justement, nous avons ici trois exemples d’élus territoires que je remercie d’être présents et qui nous ont chacun parlé de leurs actions. Je sais que l’ensemble des élus des territoires s’investissent fortement pour trouver les solutions (et ils soutenus par la Caisse des Dépôts qui s’investit dans plus de 70 villes moyennes). Mais ça ne suffit pas, il faut réellement une prise de conscience, que l’Etat se penche sérieusement sur ce phénomène.

Je sais que le Président de la République, Emmanuel Macron, et le Gouvernement du 1er Ministre, Edouard Philippe, veulent s’impliquer fortement sur les centres-villes.

Je me félicite déjà la création du nouveau Ministère de la Cohésion des Territoires. Je crois que Jacques Mézard a saisi toute l’importance de cette cause nationale. C’est engageant pour l’avenir ! La cohésion des territoires, et surtout leur vitalité, englobe donc tout, et pas seulement le commerce. **C’est un projet de société**, je le dis. Et je crois qu’il y a une volonté politique forte qu’il faut maintenant concrétiser.

### Il faut inscrire non pas seulement la réparation des centres-villes, mais il faut les inscrire dans le futur.

Il nous faut donc réunir tout le monde, tous les acteurs concernés, de tous les horizons (métropole, rural, périurbain...). Trouver des solutions, des lois, le meilleur échelon à même d’intervenir. Parce que le centre-ville, et plus largement la ville, est une alchimie : on s’adresse aux commerçants (mais aussi aux étudiants, professions libérales, familles, propriétaires, artisans, bailleurs sociaux, administrations, fédérations, associations, architectes / urbanistes...). Donnons-nous une année de travail ; sur le terrain, au contact des acteurs concernés, pour comprendre et définir ce que doit être la ville vivante de demain.

Il faut prendre le virage du numérique et du e-commerce, ne pas avoir peur de cette métamorphose qui affecte notre quotidien. Si ça se trouve, demain nous ne conduirons même plus de voiture ! Tout est possible, il s’agit d’être inventif pour les gens reviennent et profitent de commerces connectés, de services connectés, de loisirs connectés.

Mais pour en arriver là, nous avons quelques exigences pour la réussite de ce rendez-vous.

I **Un moratoire d’un an sur l’extension des zones commerciales hors centres-villes.** Car par exemple, en 2016, le volume des surfaces commerciales a augmenté de 22% (dont 90% en périphérie) : ce n’est plus possible. Rappelons le fait qu’un emploi en périphérie équivaut à 3 emplois dans l’artisanat.

- II **L'Etat doit montrer l'exemple** sur les administrations délocalisées en dehors du centre-ville (les hôpitaux, les hôtels de ville, les palais de justice, les préfectures, les CCI...).
- III **Des mesures fiscales très ciblées sur les investissements privés** (une sorte de Loi Pinel dans l'ancien, la création de zones franches pour les centres-villes et centres-bourgs...).
- IV **Contraintes urbanistiques allégées** dans l'ancien.
- V **Lutter contre la paupérisation des centres-villes**. Il faut mélanger les populations et les modes de vies, installer des classes moyennes et supérieures au côté des populations plus fragiles (personnes âgées, personnes isolées).
- VI **Il faut travailler avec l'Europe !** Nous ne sommes pas le seul pays dans cette situation et il y a matière à échanger, à trouver des solutions ! Et l'Union Européenne est engagée dans toutes les thématiques qui touchent la vitalité des centres-villes : emploi, inclusion sociale, développement durable, innovation, éducation, mobilité... Nous nous sommes déplacés à Bruxelles avec Pierre Creuzet, deux fois. On y a rencontré la députée européenne Karima Delli, qui est Présidente de la Commission Transport, et qui est d'accord avec ce constat : les villes doivent se réinventer, et sagement mélanger ce qui fait leur essence. L'Union Européenne (et nous avons encore rencontré la Commission Européenne et le Comité des Régions) ne s'est pas encore engagée sur cette voie, mais elle ressent les besoins, et sait bien qu'elle doit revoir sa copie et avancer.

## Conclusion

Pour moi, le constat il est clair : Béziers 24% de vacance commerciale, Forbach, Montélimar, Lens, Vichy, Moulins, Lunel, Perpignan, Nevers, Guéret, Vierzon, Orange, Calais... que des villes avec une vacance commerciale supérieure à 16% ! Il y a en France des villes de 40 000 habitants dans lesquelles il ne se passe plus rien à partir de 19h. Ce sont des mouiroirs. C'est alarmant, il faut arrêter le massacre. Et plus qu'une cause nationale, c'est une responsabilité collective. Il faut s'engager tous ensemble.

Car c'est au cœur de nos villes que se forge le lien social, que s'éprouve la fierté d'appartenir à une communauté locale, nationale. C'est au cœur de nos villes que le commerce de proximité se développe et irrigue notre économie.

Laisser nos centres-villes disparaître, c'est porter une lourde responsabilité dans la crise économique et démocratique qui traverse notre pays. Sans sentiment d'appartenance, notre identité n'a plus de fondement, de repères, de passé et d'avenir en commun. Et c'est un tissu économique qui décline.

Le déclin de nos centres-villes n'est pas un fait urbain, c'est un fait citoyen. La démocratie est née et s'est développée au cœur de la Cité. L'espace citoyen qu'incarne le cœur de ville est tout simplement irremplaçable. Les villes doivent renaître de leurs centres. »

**Ce n'est pas suffisant de réparer nos villes, ce qui importe c'est de les inscrire dans le futur. „**

